

La société civile au Burundi invite au boycott du 20ème sommet du COMESA

PANA, 14 juillet 2018 Bujumbura, Burundi - L'Observatoire national des élections et des organisations pour le progrès (Onelop, une Ong locale réputée proche du pouvoir) a recommandé samedi sur les antennes de la radio publique, au gouvernement burundais, de ne pas participer au 20ème sommet ordinaire des chefs d'Etat des 19 pays membres du Marché commun d'Afrique orientale et australe (COMESA) dont l'organisation avait été initialement prévue au Burundi, avant sa délocalisation à Lusaka, en Zambie, les 17 et 18 juillet, officiellement «pour des raisons de sécurité».

Le Burundi inspire des craintes sécuritaires suite à la grave crise électorale et des droits humains de 2015 dont il porte aujourd'hui encore les stigmates. Le comité d'organisation tablait sur la venue de plus de 1.000 participants pendant dix jours des travaux du sommet pour lequel il avait réservé 1.230 chambres dans 44 meilleurs hôtels de Bujumbura, la capitale burundaise, soit un manque gagner estimé à au moins 1,2 million de dollars américains, au bout du compte. D'autres secteurs d'activités économiques ont été également assommés par la délocalisation du sommet, restaurateurs, les chauffeurs de taxis, les gestionnaires de circuits touristiques ou encore les marchands d'œuvres d'art. Le représentant légal de l'Onelop, Gilbert Njangwa, a estimé que «participer au sommet reviendrait à cautionner l'impunité qui a été faite au Burundi, alors que toutes les conditions étaient réunies» pour accueillir comme il se doit, tout ce beau monde. De l'avis des analystes indépendants à Bujumbura, la déclaration de l'Onelop prêche un probable boycott du sommet par les autorités burundaises qui ruminent encore le coup de massue du COMESA. Une note verbale du ministre des Affaires étrangères avait déjà donné le ton, en dénonçant un «manque de respect à un Etat souverain et une «démarche unilatérale» du secrétaire général du COMESA, Sindiso Ngwenya. La déception a été d'autant plus profonde que le gouvernement burundais misait sur le COMESA pour prouver à la face du monde que la situation de crise, tant décriée par la communauté internationale, avait fini par se résorber, ce à quoi les adversaires politiques opposent l'argument du «déséquilibre des réalités». La délocalisation avait été précédée par une série de reports d'abord tout le long de l'année 2017, puis en février, ensuite en avril et plus récemment, en juin dernier. Le feuilleton est loin d'être terminé, surtout en ce qui concerne celui qui, du gouvernement burundais ou du secrétariat général du COMESA, va régler la facture des dépenses qui ont été engagées par les prestataires de services. L'Etat avait réquisitionné des centaines de véhicules propres ou auprès de particuliers et fait réserver des suites présidentielles dans les meilleurs hôtels de la capitale avant que ne tombe le verdict final de la délocalisation du sommet. Le simple citoyen était interpellé par des panneaux publicitaires et des drapeaux des 19 pays membres du COMESA par endroits de la ville de Bujumbura où l'on redoutait, en même temps, des désagréments liés aux mesures sécuritaires et à des perturbations au niveau de la circulation pendant le sommet. Les 19 pays membres du COMESA sont le Burundi, les Iles Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Egypte, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, le Rwanda, le Soudan, le Swaziland, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. L'agenda initial du 20ème sommet du COMESA prévoyait encore l'analyse des demandes d'adhésion de deux nouveaux membres que sont la Tunisie et la Somalie.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});